

Après Médine au Bataclan, Elams à Perpignan

écrit par lacata | 1 juillet 2018



Nous n'avons pas fini de payer les conséquences d'une société corrompue et violente jusque dans ses spectacles et ses chansons.

Après l'appel au djihad de Medine prévu au bataclan, après la vulgarité digne d'un lupanar africain affichée à l'Élysée lors de la fête de la musique, Perpignan découvre Elams, un rappeur marseillais qui n'hésite pas à gueuler sa haine du flic en mettant un gamin de cinq ans tenant un revolver à la une de son clip.

Je vous laisse méditer le contenu ô combien romantique du clip

tourné au Bas-Vernet, quartier réputé pour sa population gitano-musulmane.

Je vous laisse aussi savourer la délicate attention des journalistes à l'égard d'un syndicat de policiers qui a porté plainte.

« France-Police, un petit syndicat de policiers, réputé proche de l'extrême droite, qui avait affirmé avoir déposé une plainte, a dénoncé « les paroles associées aux images : *'J'ai un contact, j' récupère une kalash, voiture volée, baisse la vitre que j'les canarde, on brûle ton corps, on le jette dans un canal, une rafale dans la tête et on s'arrache'*. »

Ce clip, tourné dans le quartier de Bas-Vernet à Perpignan (Pyrénées-Orientales) et intitulé « Billet », a été vivement condamné jeudi par la préfecture qui a apporté « son soutien » et exprimé sa « gratitude pour le travail des forces de l'ordre ». L'antenne locale du SRPJ a été chargée de l'enquête, a indiqué le procureur de Perpignan Jean-Jacques Fagni, expliquant notamment qu'elle va écouter les paroles et devra déterminer si les armes montrées à l'image sont « factices ou non ». »

<https://actu.orange.fr/france/perpignan-enquete-sur-un-clip-violent-du-rapporteur-elams-magic-CNT0000014vlu6.html>

Note de Yann Kempenich

Et après avoir écouté les paroles et déterminé si les armes étaient factices, que fera la Justice ? Rien, comme d'habitude, ou si peu. Et le gouvernement, si prompt à dénoncer un dangereux commando de « l'ultra-droite », montera-

t-il au créneau pour s'attaquer à « l'ultra-racaille » ?

Mais non, à eux la « liberté d'expression » et à nous les procès en série pour un mot de travers sur l'islam ou les musulmans.

Apologie des armes et des narcotrafiquants, paroles appelant au meurtre, haine, violence et misogynie suintant de partout : face à nos « chances pour la France », les papis de « l'ultra-droite » font vraiment petit joueur.

